



**COMMUNE DE MONTS**

**DEPARTEMENT D'INDRE ET LOIRE**

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

**DOSSIER D'ARRET DU PROJET ET D'ENQUETE PUBLIQUE**

## **PIÈCES ADMINISTRATIVES**

Pièce 5.0

Vu pour être annexé à la délibération d'arrêt de projet en date du 21/05/2019	
Enquête publique du                      au	
Vu pour être annexé à la délibération d'approbation en date du	



Séance du 26 janvier 2012

N° 2012.01.02

Objet : Prescription de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et définition des modalités de concertation.

Le vingt six janvier deux mille douze, à vingt heures trente minutes, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués, se sont réunis en séance ordinaire à l'Hôtel de Ville, sous la présidence du Maire, Monsieur Jacques DURAND.

**Etaient présents :** Mme Catherine MEAUX – Mme Martine VIAUD – Mme Nadine SEGUI – M. Frédéric GRILLET – Mme Valérie GUILLERMIC, Maires- Adjoints.  
Mme Bénédicte BEYENS – M. Christian POMPOUGNAC – Mme Marie-Luce BEAUSSIER – M. Daniel MOREAU – Mme Béatrice GANTEILLE – M. Didier CAGNET – Mme Carine MAZOUÉ – Mme Sophie FOURNIAU – M. Michel DUBOIS – M. Alain JAOUEN – M. Daniel LONCHAMPT – Mme Isabelle MAHOU – Mme Pascale CICE-DOUMAS – M. Laurent RICHARD – Mme Patricia CAILLAUD, Conseillers Municipaux.

**Absents excusés :** M. Bernard MAURICE – M. Philippe DROUVIN – Mme Béatrice ODINK – M. Thibault DE LA ROCHEBROCHARD – Mme Louise DUPUIS – M. Olivier MALNOU – M. Jacques CHABALIER – M. Bruno PASQUET.

**Pouvoirs :**

M. Bernard MAURICE à M. Jacques DURAND  
M. Philippe DROUVIN à Mme Marie-Luce BEAUSSIER  
Mme Béatrice ODINK à Mme Catherine MEAUX  
M. Thibault DE LA ROCHEBROCHARD à Mme Valérie GUILLERMIC  
Mme Louise DUPUIS à Mme Bénédicte BEYENS  
M. Olivier MALNOU à Mme Martine VIAUD  
M. Bruno PASQUET à Mme Patricia CAILLAUD



**Secrétaire de séance :** Mme Catherine MEAUX

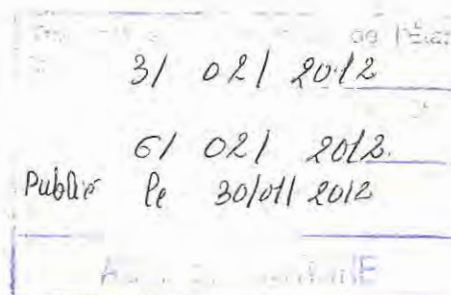
Monsieur le Maire expose les enjeux de la démarche et les principales justifications qui motivent la révision du plan local d'urbanisme et précise les objectifs qui seront poursuivis.

Il rappelle que le Plan Local d'Urbanisme actuellement en vigueur a été approuvé le 15 novembre 2007 et que compte tenu des évolutions intervenues depuis lors en terme de démographie, de conjoncture économique et de développement du territoire à l'échelle notamment de la Communauté de Communes du Val de l'Indre (CCVI) et du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), il y a lieu de réviser le Plan Local d'Urbanisme afin d'adapter ce document aux enjeux à venir et tout particulièrement :

- Préserver la trame verte et la trame bleue inscrites dans le projet de territoire de la CCVI approuvé le 16 décembre 2010
- Protéger l'espace agricole, conforter et favoriser l'implantation des agriculteurs dans les zones agricoles
- Développer le tourisme et l'accueil en milieu rural
- Protéger les espaces naturels, boisés et les zones humides
- Densifier l'habitat et mixer les fonctions dans les zones urbaines
- Favoriser les modes de déplacement doux et les transports en commun
- Améliorer le fonctionnement des infrastructures routières.

Après avoir entendu l'exposé du Maire,

**Vu** le code de l'urbanisme notamment les articles L 123-1 et suivants et les articles R 123-1 et suivants,



**Considérant** que la révision du PLU présente un intérêt évident pour une gestion du développement durable communal.

Sur proposition de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** les objectifs poursuivis par la démarche de révision du PLU sur l'ensemble du territoire communal, conformément à l'article L123-1 du code de l'urbanisme
- **PRESCRIT** la révision du PLU sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles R 123\_1 et suivants du code de l'urbanisme.
- **DEFINIT** les modalités de concertation, conformément à l'article L 300.2 du code de l'urbanisme, afin d'associer, pendant la durée de l'élaboration des études et jusqu'à l'arrêt du projet, la population, les associations locales, les syndicats intercommunaux et toutes les personnes concernées, de la façon suivante :
  - Articles dans la presse locale
  - Expositions publiques :
    - \* Du diagnostic et des enjeux
    - \* Du PADD
    - \* Du projet avant arrêt
  - Articles dans le bulletin municipal et dans les supports de communication locaux
  - Trois réunions publiques
  - Communication sur le site internet de la commune
  - Mise à disposition d'un registre consultable en mairie aux jours et heures d'ouverture au public afin de recueillir les observations, avis et idées de la population
  - Tenues de permanences en mairie par M. le Maire ou l'adjoint délégué à l'urbanisme ou des techniciens dans la période de un mois précédent « l'arrêt du projet de PLU » par le Conseil Municipal

La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.

La concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PLU.

A l'issue de cette concertation, Monsieur le Maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU.

- **NOTE** qu'un débat aura lieu au sein du conseil municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) deux mois avant l'arrêt du PLU par le Conseil Municipal conformément à l'article 123.9 du code de l'Urbanisme
- **DEMANDE** l'association des services de l'Etat pour l'élaboration du PLU
- **AUTORISE** le Maire à signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant l'élaboration technique du PLU.

La présente délibération sera transmise au Préfet, et notifiée :

- aux présidents du Conseil Régional et du Conseil Général,
- aux présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- au président de l'établissement public de gestion du Schéma de Cohérence Territorial,
- au président de la CCVI,
- aux Maires des communes et aux Présidents des communautés de communes limitrophes.

Conformément à l'article R 123-24 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal.

Cette délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune.

*Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 30 janvier 2012 et que la convocation du conseil avait été faite le 20 janvier 2012.*

Pour extrait conforme,  
Le Maire,



Jacques DURAND.



Séance du 16 octobre 2018

**N° 2018.08.02****Objet : URBANISME – Débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)****Date de Convocation**

Le 10 octobre 2018

Le seize octobre deux mille dix-huit, à vingt heures trente minutes, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués le dix octobre deux mille dix-huit, se sont réunis en séance ordinaire à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Laurent RICHARD, le Maire.

**Nombre de conseillers**

En exercice : 28

Présents : 24

Représentés : 4

Votants : 28

**Etaient présents :**

M. Laurent RICHARD, Maire,  
M. Jean-Michel PEREIRA, Mme Sandrine PERROUD, M. Pierre LATOURRETTE,  
M. Hervé CALAS, Mme Guylaine EDELIN, M. Thierry SOUYRI, Mme Guylène BIGOT,  
Maires-adjoints,  
M. Daniel BATARD, M. Philippe BEAUVAIS, M. François DUVERGER, Mme Nathalie GANGNEUX, M. Dominique GALLOT, Mme Cécile CHEMINEAU, Mme Katia CHAUVET,  
Mme Karine WITTMANN-TENEZE, Mme Silvia GOHIER-VALERIEOT, Mme Audrey TASCHET, M. Pierre HAMON, M. Jean-Marc DESCAMPS, Mme Valérie GUILLERMIC,  
Mme Elodie WIECZOREK, Mme Bénédicte BEYENS, M. Alain JAOUEN, Conseillers Municipaux.

**Pouvoirs :**

Mme Katia PREVOST à Mme Cécile CHEMINEAU,  
Mme Martine DELIGEON à M. Dominique GALLOT,  
M. Daniel CAMPOS à Mme Valérie GUILLERMIC,  
Mme Béatrice ODINK à M. Alain JAOUEN.

**Absent excusé : M. Pascal BENOIT****Secrétaire de séance : Mme Guylène BIGOT**

**Vu** le Code de l'urbanisme et notamment son article L.151-2 disposant que les PLU comportent un projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ;

**Vu** la délibération 2012.01.02 du 26 janvier 2012 relative à la révision du Plan Local d'Urbanisme et définissant les modalités de concertation ;

**Vu** la délibération 2016.06.01 du 5 juillet 2016 prenant acte du premier débat sur le PADD ;

**Vu** les préconisations de la Direction Départementale des Territoires d'Indre-et-Loire ;

**Vu** le projet de PADD présenté ;

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) est un document du PLU qui présente d'une manière globale et cohérente le projet d'aménagement de la Commune pour les prochaines années. Il définit les objectifs d'aménagement et d'urbanisme retenus pour l'ensemble du territoire.

Concrètement, le PADD introduit dans les documents locaux d'urbanisme une plus grande réflexion sur l'avenir à moyen et long terme et concerne différents domaines : l'habitat, les transports et déplacements, l'emploi, l'activité économique, les équipements et les espaces naturels.

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal a décidé par délibération du 26 janvier 2012 la révision du PLU de la Commune. La démarche a débuté par l'élaboration d'un diagnostic territorial suivi d'un premier débat du PADD en Conseil Municipal le 5 juillet 2016.

Ce premier débat portait sur un pas de temps de 2016 à 2026. Au regard de l'avancement de la révision du Plan Local d'Urbanisme de la Commune, la Direction Départementale des Territoires d'Indre-et-Loire préconise de :

- Décaler le pas de temps du Plan Local d'Urbanisme de 2018 à 2030 (précédemment : 2016 – 2026) ;
- De mettre à jour les statistiques.

Les objectifs de développement de la Commune étant modifiés, cette mise à jour du PADD nécessite de débattre à nouveau de celui-ci.

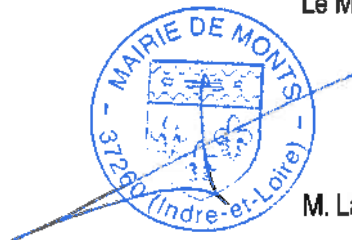
Les orientations du PADD seront formalisées dans le plan de zonage et le règlement du futur Plan Local d'Urbanisme de la Commune. Entre temps, le projet aura été soumis à enquête publique.

**Considérant** que l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme dispose que les orientations générales du PADD doivent être soumises au débat du conseil municipal, au plus tard deux mois avant l'examen du Plan Local d'Urbanisme ;

**Suite à la présentation du PADD et après l'échange qui a suivi, le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité**

- De prendre acte de la tenue du débat sur le PADD.

Pour extrait conforme,  
Le Maire,



M. Laurent RICHARD